



# Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

**8831<sup>e</sup>** séance

Vendredi 6 août 2021, à 10 heures

New York

*Provisoire*

*Président :* M. Tirumurti. . . . . (Inde)

*Membres :*

Chine . . . . .	M. Dai Bing
Estonie . . . . .	M. Lipand
États-Unis d'Amérique . . . . .	M. DeLaurentis
Fédération de Russie. . . . .	M. Nebenzia
France. . . . .	M <sup>me</sup> Broadhurst Estival
Irlande . . . . .	M. Flynn
Kenya . . . . .	M. Kiboino
Mexique . . . . .	M. de la Fuente Ramírez
Niger. . . . .	M. Aougi
Norvège . . . . .	M. Kvalheim
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	Dame Barbara Woodward
Saint-Vincent-et-les Grenadines . . . . .	M <sup>me</sup> King
Tunisie . . . . .	M. Ladeb
Viet Nam . . . . .	M. Dang

## Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 ([verbatimrecords@un.org](mailto:verbatimrecords@un.org)). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 heures.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation en Afghanistan**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Afghanistan à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : Mme Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; et Mme Shaharзад Akbar, Présidente de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M<sup>me</sup> Lyons.

**M<sup>me</sup> Lyons** (*parle en anglais*) : Je suis extrêmement reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée de participer à la présente séance spéciale sur l'Afghanistan et de faire un exposé au Conseil de sécurité aujourd'hui. Cette séance est particulièrement importante car l'Afghanistan se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins et la situation est périlleuse. L'avenir nous réserve soit une véritable négociation de paix, soit une situation dans laquelle viendraient se télescoper tragiquement plusieurs crises : un conflit de plus en plus brutal conjugué à une situation humanitaire très précaire et à des violations des droits de l'homme qui se multiplient.

Aujourd'hui, nous avons une occasion à saisir pour montrer que le Conseil de sécurité et la communauté régionale et internationale que ses membres représentent sont déterminés à empêcher l'Afghanistan de sombrer dans une situation si catastrophique qu'elle n'aurait que peu, voire aucun, équivalent dans ce siècle. Je puis assurer le Conseil qu'une telle catastrophe aurait des conséquences dépassant de loin les frontières de l'Afghanistan. Je suis convaincue que le Conseil de sécurité et la communauté internationale dans son ensemble peuvent contribuer à éviter le scénario du pire. Mais pour cela, il va falloir agir dans l'unité et agir rapidement. Il va falloir agir.

Ces dernières semaines, la guerre en Afghanistan est entrée dans une nouvelle phase, plus meurtrière et plus destructrice. La campagne menée par les Taliban en juin et juillet pour s'emparer de zones rurales leur a permis de réaliser d'importants gains territoriaux. Depuis cette position renforcée, ils ont commencé à s'attaquer aux grandes villes. Les capitales provinciales de Kandahar, Hérat et Lachkar Gah, en particulier, sont sous forte pression. De toute évidence, les Taliban tentent de s'emparer des centres urbains par la force. Le coût humain de cette stratégie est bouleversant, et le message politique qu'elle envoie est encore plus profondément inquiétant.

En ce qui concerne le coût humain, qu'il me soit permis de donner quelques chiffres. Les combats ont été particulièrement violents à Lachkar Gah, la capitale de la province du Helmand. Depuis le 28 juillet, il y a tout juste 10 jours, au moins 104 civils ont été tués et 403 blessés, selon les informations enregistrées par les deux principaux hôpitaux. Les combats terrestres et les frappes aériennes sont à l'origine de la plupart des souffrances infligées aux civils. Toutes les routes menant à la ville et en sortant sont bloquées par les Taliban. Les hôpitaux sont presque à capacité maximale et ne peuvent plus accepter de patients. Les réserves de nourriture disponibles dans la ville diminuent rapidement, ce qui agite le spectre d'une grave pénurie alimentaire dans les jours à venir ainsi qu'une pénurie de fournitures médicales. À Kandahar, depuis le début de l'offensive, le 9 juillet, il y a un mois, on dénombre plus de 460 victimes civiles. Plus à l'ouest, à Hérat et alentour, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) dispose d'informations crédibles faisant état de plus de 135 victimes civiles depuis le début de l'offensive lancée par les Taliban. Pour résumer rapidement, rien que dans ces trois situations, je parle de plus de 1 000 victimes au cours du seul mois écoulé.

Et ce n'est pas tout : des maisons, des hôpitaux, des magasins, des ponts et d'autres infrastructures sont détruits. Dans cette situation catastrophique, l'ONU et les partenaires humanitaires restent présents pour évaluer, bien sûr, les besoins et, dans la mesure du possible, fournir une assistance lorsque l'accès nous est accordé. Mais cela est de plus en plus difficile.

Il s'agit maintenant d'un autre type de guerre, qui rappelle la Syrie récemment ou Sarajevo dans un passé pas si lointain. Attaquer des zones urbaines, c'est infliger sciemment des dégâts énormes et causer des

pertes civiles massives. Et pourtant, la prise pour cible des grandes zones urbaines semble être une décision stratégique des Taliban, qui ont accepté le carnage qui risque de s'ensuivre. Les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes défendent ces villes. Mais il ne fait aucun doute que cette défense fera elle aussi des victimes civiles. La guerre urbaine infligera également des souffrances quotidiennes lorsque les infrastructures de base telles que les réseaux d'électricité et d'eau seront endommagées. Ces tactiques peuvent être constitutives de graves violations du droit international humanitaire dont les auteurs devront être tenus responsables, et pourraient rapidement représenter des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Les souffrances causées par la guerre viennent s'ajouter à une crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver du fait de la forte sécheresse touchant le pays. En effet, 18,5 millions de personnes, soit près de la moitié de la population du pays, ont besoin d'une aide humanitaire. Et pourtant, dans le même temps, les attaques contre les travailleurs humanitaires se poursuivent : rien qu'au cours des six premiers mois de cette année, plus de 25 humanitaires ont perdu la vie et plus de 60 ont été blessés.

Ces trois dernières années, les membres de la communauté internationale, notamment les membres du Conseil et la MANUA, ont traité les Taliban en partenaires potentiels pour la paix. Nous avons eu de nombreuses discussions avec leurs représentants politiques à Doha afin de mettre fin au conflit et de trouver un véritable consensus politique. Beaucoup d'entre nous l'avons fait avec quelques réserves mais aussi avec un véritable espoir pour le peuple afghan. Nous l'avons accepté au nom de la paix dont les Afghans ordinaires ont désespérément besoin.

Le Conseil se souviendra qu'au moment de la signature de l'accord entre les États-Unis et les Taliban en février 2020, nous espérions voir une réduction de la violence. Ce ne fut pas le cas. Lorsque les pourparlers entre la République islamique d'Afghanistan et les Taliban ont débuté en septembre l'an dernier, on s'attendait à voir une réduction de la violence. Ce ne fut pas le cas. Lorsque les contingents internationaux ont quitté le pays, on s'attendait à voir une réduction de la violence. Ce ne fut pas le cas. Au lieu de cela, et malgré d'importantes concessions en faveur de la paix, nous avons constaté une augmentation de 50 % du nombre de victimes civiles, et il est certain qu'il y en aura beaucoup plus encore à mesure que les villes sont

attaquées. Le contraste est frappant entre l'activité sur le champ de bataille et le blocage silencieux à la table des négociations à Doha, alors que c'est le contraire que nous devrions observer : le silence sur le champ de bataille et des échanges à la table des négociations.

Si je me suis concentrée aujourd'hui sur la guerre contre les villes, c'est parce qu'une partie réellement attachée à un règlement négocié ne risquerait pas de faire autant de victimes civiles, car elle comprendrait que les effusions de sang compliquent d'autant le processus de réconciliation. Elle reconnaîtrait également qu'elle ne peut pas se risquer à détruire des infrastructures dont elle aura grandement besoin pour reconstruire le pays une fois un accord conclu. Il faut faire clairement comprendre à la Commission politique des Taliban que les dérogations à l'interdiction de voyager qui leur ont été accordées et l'accueil de haut rang qui leur a été réservé par de nombreux pays présumaient leur mobilisation en faveur du processus de paix et des progrès sur cette voie.

La situation dont il est fait état dans les zones contrôlées par les Taliban nous préoccupe également beaucoup. Ainsi, il est déchirant d'entendre évoquer des exécutions sommaires, des passages à tabac et la répression des médias. Des stations de radio ont notamment cessé d'émettre. Nous entendons aussi les peurs que de nombreuses femmes afghanes expriment auprès de la MANUA. Elles nous disent craindre d'être tuées si les Taliban reprennent le pouvoir, au simple motif qu'elles ont travaillé pour le Gouvernement ou pour une organisation non gouvernementale. Elles ont peur de ne plus pouvoir accéder à des services médicaux ou éducatifs. Ce sont là les préoccupations concrètes de personnes qui se trouvent à la périphérie de l'avancée des Taliban.

Je veux être claire, car je sais que les Taliban aussi sont attentifs à ce que nous disons lors des séances du Conseil : ce que je relaie ici sont des commentaires qui nous ont été exprimés directement, et non des faits que nous avons pu pleinement confirmer. Nous avons également vu les démentis des Taliban. Mais ces informations que nous transmettent des Afghans ordinaires de tout le pays sont empreints d'une cohérence, d'une uniformité et d'une urgence telles que nous ne pouvons tout simplement pas attendre qu'ils soient étayés pour les porter à l'attention du Conseil. J'ajouterai que ces craintes semblent également corroborées par le grand nombre de personnes qui cherchent à quitter l'Afghanistan. Selon nos prévisions, les chiffres de l'immigration, aussi bien irrégulière que régulière,

devraient doubler cette année. En toute logique, cette augmentation découle soit de la perspective d'une aggravation du conflit, soit d'un désir de ne pas vivre sous le contrôle des Taliban.

Dans mes échanges avec les Afghans, j'ai désormais l'impression que la population attend avec appréhension qu'un voile ténébreux obscurcisse l'avenir radieux qu'elle avait imaginé. Il m'est difficile de décrire le sentiment d'angoisse que nous constatons chaque jour. Comme nous l'a dit récemment un Afghan,

« il ne s'agit plus de préserver les progrès et les droits que nous avons acquis, mais tout simplement de survivre ».

Une autre femme nous a dit qu'elle regrette parfois d'avoir éduqué sa fille, car elle se rend compte qu'elle l'a placée dans une position plus vulnérable. Pour tous ceux d'entre nous qui sont parents de filles, je peux difficilement imaginer un commentaire plus abattu.

Les Afghans observent les ténèbres qui s'annoncent en ayant le sentiment d'avoir été abandonnés par les communautés régionale et internationale. Ils comptent sur une mobilisation considérablement plus importante et sur un appui visible de la part du Conseil, en sa qualité d'organe chargé de maintenir la paix et la sécurité internationales. À cet égard, nous avons vivement apprécié la déclaration à la presse du 3 août (SC/14592), dans laquelle le Conseil condamnait l'attaque contre le complexe des Nations Unies à Hérat, d'une part pour l'appui que cette déclaration manifeste à la MANUA, mais surtout parce qu'elle appelle de nouveau à cesser la violence et à relancer effectivement le processus de paix. Cette solidarité est importante pour les Afghans. Ils ont besoin d'en voir et d'en entendre davantage de preuves, en action autant qu'en paroles.

Mais l'avenir proche réserve également des occasions importantes au cours desquelles nos paroles et nos actions pourraient contribuer à mettre un terme à cette guerre. La semaine prochaine se rencontreront à Doha les représentants spéciaux de plusieurs pays clés ; une réunion de ce qu'on appelle la Troïka élargie aura notamment lieu. En outre, nous nous retrouverons bien sûr ici le 10 septembre, pour la séance d'information régulière du Conseil de sécurité sur l'Afghanistan.

Comment donc pouvons-nous exploiter ces occasions pour remédier à la détérioration de la situation que nous vivons ?

Premièrement, le Conseil de sécurité doit publier une déclaration dans laquelle il affirme sans ambiguïté que les attaques contre les villes doivent cesser immédiatement.

Deuxièmement, les pays qui tiennent des réunions avec la Commission politique des Taliban doivent, lors de celles-ci, insister sur un cessez-le-feu global et une reprise des négociations, et réitérer la position du Conseil de sécurité et celle des communautés régionale et internationale, selon laquelle un gouvernement imposé par la force en Afghanistan ne sera pas reconnu.

Troisièmement, comme je l'ai déjà mentionné, une dérogation à l'interdiction de voyager est accordée aux Taliban pour leur permettre de se déplacer dans le seul but de négocier la paix. Cette dérogation doit être renouvelée le 20 septembre. Une nouvelle prorogation doit être subordonnée à des progrès réels sur la voie de la paix.

Quatrièmement, le Conseil et les États qui rencontrent les Taliban doivent les exhorter à accorder l'accès humanitaire aux zones sous leur contrôle, et à s'engager à respecter un cessez-le-feu humanitaire dans les zones contestées – à défaut d'accepter le cessez-le-feu général dont l'Afghanistan a véritablement besoin. Dans le même temps, les États Membres doivent contribuer à l'appel humanitaire pour l'Afghanistan, qui souffre d'un grave déficit de financement, puisqu'il n'est actuellement financé qu'à hauteur de 30 %.

Cinquièmement, nous devons lancer un ultime avertissement aux architectes et auteurs des violations les plus graves des droits humains. La MANUA est foncièrement favorable à ce que l'ONU et les communautés régionale et internationale accentuent leurs efforts pour trouver des moyens d'amener ces auteurs de violations à rendre des comptes.

Sixièmement, le Conseil doit envisager sérieusement de doter les Nations Unies d'un mandat qui leur permettra, à la demande des deux parties, de jouer un rôle plus important pour faciliter les négociations.

Nous nous réunirons de nouveau pour discuter de l'Afghanistan dans un peu plus d'un mois. Mais nous ne pouvons pas attendre. Les prochaines semaines vont être déterminantes, mais je suis absolument convaincue que, quoi qu'il arrive sur le champ de bataille, que les Taliban s'emparent de nouvelles villes ou que le Gouvernement regagne des districts, le résultat ne fera que prolonger l'agonie de l'Afghanistan. Nous, membres des communautés régionale et internationale si bien

représentées ici par le Conseil, devons mettre de côté nos propres divergences sur la question de l'Afghanistan et envoyer un message fort, non seulement dans nos déclarations publiques mais aussi dans nos échanges bilatéraux avec les deux parties, à savoir qu'il est impératif de cesser les combats et de négocier, et ce, dans cet ordre. Sinon, il n'y aura peut-être plus rien à gagner.

Je remercie à nouveau le Conseil de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer. Le peuple afghan est à l'écoute.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Lyons de son exposé.

Je donne maintenant la parole à Mme Akbar.

**M<sup>me</sup> Akbar** (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner cette occasion de prendre la parole au Conseil de sécurité. Je tiens à remercier l'Inde, le Président du Conseil de sécurité et la Mission permanente de l'Afghanistan de m'avoir invitée à présenter un exposé sur le conflit en cours et les violations du droit international humanitaire en Afghanistan. Je sais que de nombreux Afghans à travers le pays attendent de connaître la teneur et les conclusions de la séance spéciale que le Conseil tient aujourd'hui, alors que les villes et villages afghans sont ravagés par le conflit, que les civils subissent des dommages extrêmes et que des dizaines de milliers de familles sont déplacées.

Depuis juin 2019, c'est la troisième fois que j'ai l'honneur de m'exprimer devant le Conseil. À chaque fois, la situation en Afghanistan est pire encore. La situation actuelle ne pourrait être plus urgente. Les six premiers mois de 2021 ont été les plus sanglants pour les civils afghans depuis que la Commission afghane indépendante des droits de l'homme a commencé à recenser les violations commises en 2009. Quelque 1 677 civils, dont des femmes et des enfants, ont été tués et 3 644 autres ont été blessés au cours de cette période. Si les violences se poursuivent à ce rythme, je crains qu'il n'y ait un nouveau record de victimes civiles d'ici à la fin de l'année. Alors que les Taliban s'emparent des districts et, maintenant, d'une ville de province, des millions d'Afghans attendent avec effroi la suite des événements. Les femmes se souviennent tout particulièrement des atteintes à leurs libertés commises par les Taliban, et redoutent l'avenir. Comme le Conseil le sait, beaucoup tentent d'échapper à la tempête qui se déchaîne.

L'avancée des Taliban et l'escalade de la violence obligent la Commission à enquêter quotidiennement sur les horribles crimes de guerre commis. Je vais donner trois exemples tirés de nos observations des dernières semaines.

À Spin Boldak, dans la province de Kandahar, nos conclusions confirment que les Taliban ont traîné hors de chez eux et tué au moins 40 civils associés au Gouvernement dans le cadre d'une campagne d'exécutions extrajudiciaires ciblées. À suite des informations diffusées dans les médias et par des associations de défense des droits de l'homme, les Taliban ont imposé des restrictions strictes et ouvrent des enquêtes sur les personnes se rendant à Spin Boldak ou en revenant, afin d'empêcher la diffusion d'informations détaillées concernant ces atrocités.

À Malistan, dans la province de Ghazni, nous pouvons confirmer qu'au moins 27 civils ont été tués par les Taliban dans le cadre d'assassinats ciblés. Dans un cas, les Taliban ont demandé l'aide d'un garde non armé pour déplacer les corps de civils, et l'ont ensuite tué afin d'éliminer tous témoins oculaires.

En ce moment même, dans la province du Helmand, les habitants de Lashkar Gah sont pris au piège entre les attaques des Taliban et les frappes aériennes du Gouvernement, craignant pour leur vie à chaque instant et privés de leurs droits fondamentaux.

Une fois encore, alors que je m'adresse au Conseil aujourd'hui, je pleure une nouvelle attaque contre la jeunesse afghane. Dawa Khan Menapal, un fonctionnaire travaillant dans le domaine des communications et connu pour sa poésie, son humour et sa générosité, a été abattu en plein jour à Kaboul aujourd'hui. Cela est venu tragiquement rappeler à tous les civils employés par le Gouvernement, ainsi qu'aux journalistes et aux défenseurs des droits de l'homme, la fréquence des assassinats ciblés dans le contexte de la guerre qui fait rage. Cela vient également rappeler brutalement que les Taliban refusent de reconnaître les employés du Gouvernement comme des civils, puisqu'ils continuent de les prendre pour cible et de les tuer à Kaboul, Kandahar, Ghazni et dans tout l'Afghanistan.

La vague d'atrocités qui déferle actuellement sur le pays a déjà coûté des vies et répandu la terreur et l'incertitude, nous éloignant un peu plus de la possibilité de voir un jour la paix régner.



Outre les violations quotidiennes du droit des conflits, les avancées réalisées en Afghanistan en matière de droits de l'homme sont menacées et s'amenuisent rapidement à mesure que le conflit s'étend. Un exemple majeur et profondément préoccupant, ce sont les droits des femmes et des filles dans les zones tombées aux mains des Taliban. L'accès des femmes à l'éducation, aux marchés et aux services de santé de base est limité et se réduit. Leurs droits fondamentaux sont niés et réprimés. Dans tout le pays, les femmes afghanes revivent le cauchemar de l'ère des Taliban ou vivent dans la peur et le traumatisme de le revivre bientôt si la tendance ne s'inverse pas et si nous n'avons pas la possibilité d'organiser des négociations et d'y participer véritablement.

La situation est tout aussi préoccupante en ce qui concerne l'accès à l'information et la liberté d'expression. Face aux pressions exercées par les deux parties au conflit, les médias indépendants ferment dans des provinces à mesure que de nouveaux districts tombent aux mains des Taliban. Dans ce contexte, il est important de rappeler au Gouvernement afghan son obligation de protéger les médias indépendants, la liberté d'expression et tous les droits humains fondamentaux. Comme je l'ai dit précédemment, si la violence se poursuit, le pire est à venir pour les Afghans et, à terme, pour la région et le monde.

Mais la violence peut s'arrêter. Le Conseil et ses membres peuvent encore mettre fin à l'effusion de sang des Afghans et empêcher une catastrophe. Le Conseil peut sauver des vies. Il faut que le Conseil utilise l'ensemble des outils et interventions politiques, diplomatiques, humanitaires et relatifs aux droits de l'homme dont il dispose pour sauver des vies et empêcher de nouvelles atrocités. Nous demandons instamment au Conseil, à l'Organisation des Nations Unies et aux mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme de répondre avec un sentiment d'urgence redoublé aux appels afghans en faveur de la protection des civils, d'un cessez-le-feu, de la fin des violences et d'un processus politique véritable et inclusif.

À la suite de l'horrible attentat perpétré contre une école de filles à Kaboul le 8 mai, la Commission a demandé la mise sur pied d'une mission d'enquête sur les assassinats ciblés de civils en Afghanistan. En juillet, des organisations internationales et nationales de défense des droits de l'homme ont exhorté la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, à prendre des mesures pour appuyer

cet appel. Dans sa déclaration publique au Conseil des droits de l'homme, la Haute-Commissaire a constaté la détérioration de la situation et a appelé à la mise en place d'un mécanisme de prévention. Le Parlement européen a également exprimé son soutien. Le Gouvernement afghan vient quant à lui de demander la tenue d'une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme et la mise sur pied d'une mission d'enquête. Nous soutenons cet appel à reconnaître l'urgence de la situation et à agir dès maintenant.

Entre autres éléments importants, une mission d'enquête permettrait d'offrir au peuple afghan une forme de mécanisme de prévention et de souligner l'urgence de la menace qui pèse sur les civils, notamment les féminicides, les massacres de minorités religieuses et ethniques, les menaces qui pèsent sur l'éducation des filles et les assassinats ciblés de défenseurs des droits de l'homme. Alors que l'Afghanistan se dirige vers une crise humanitaire et des droits de l'homme après le retrait des forces internationales, une mission d'enquête permettrait également de maintenir les victimes et les civils au centre de l'attention, tout en établissant les faits, en identifiant les auteurs de crimes et en préservant les éléments de preuve afin que des comptes soient rendus. Elle pourrait également proposer des recours pour les victimes, ainsi que des mécanismes de prévention efficaces.

Ma famille et moi avons trouvé refuge au Pakistan lorsque j'étais enfant, fuyant le conflit et le régime répressif des Taliban. Vingt-quatre ans plus tard, des millions d'Afghans cherchent à quitter l'Afghanistan car ils ne voient pas d'avenir pour eux dans ce pays. Nous ne pouvons rester les bras croisés et regarder l'histoire se répéter. Je m'excuse si ma déclaration d'aujourd'hui a été longue, répétitive ou peu cohérente, mais je m'adresse au Conseil épuisée et en deuil, en espérant que cette fois-ci, mon discours dans cette enceinte changera la donne. Les Afghans attendent, dans la peur et le désespoir, de voir si le Conseil et la communauté internationale feront tout ce qui est en leur pouvoir pour raviver notre espoir de paix.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Akbar de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

**M. Isaczai** (Afghanistan) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom du Ministre des affaires étrangères de mon pays,

S. E. M. Mohammad Haneef Atmar, qui souhaitait vivement être ici parmi nous mais qui n'a pas pu venir à New York dans un délai aussi court.

Qu'il me soit tout d'abord permis de féliciter l'Inde pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité et de féliciter la France d'avoir mené à bien sa présidence. Je tiens également à remercier les Gouvernements indien, norvégien et estonien, corédacteurs, et le reste des membres du Conseil de sécurité d'avoir répondu positivement à notre demande d'informer le Conseil de l'évolution alarmante de la situation en Afghanistan.

La présente séance souligne également la détermination du Conseil de sécurité à faire en sorte à que le peuple afghan puisse vivre dans la paix, la sécurité et la dignité, tel qu'énoncé dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. À cet égard, je tiens à saluer la déclaration à la presse du Conseil de sécurité du 3 août (SC/14592), qui condamne l'attaque terroriste commise contre le complexe des Nations Unies à Hérat ainsi que la récente augmentation du niveau de violence dans le pays. Je remercie également la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Lyons, de son exposé détaillé qui a mis en évidence la menace alarmante que représente la situation en Afghanistan et les graves préoccupations qu'elle suscite.

Nous avons été contraints de demander la tenue de la présente séance d'urgence, car la situation en Afghanistan s'est rapidement détériorée en raison de la récente escalade de la violence commise par les Taliban et de leurs offensives militaires sanglantes contre les grandes villes et les agglomérations dans plusieurs provinces. En violation flagrante de l'accord de paix de Doha, de la résolution 2513 (2020) et du consensus régional et international consacré par la déclaration conjointe de la troïka élargie et de la Conférence ministérielle de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, les Taliban ont lancé des offensives militaires violentes qui ont déjà provoqué des décès massifs, des destructions, des déplacements de population et une instabilité en Afghanistan et au-delà.

Plus alarmantes encore sont les attaques qu'ils commettent contre des villes, hier encore à Kandahar, Hérat, Lachkar Gah, Ghazni, Cheberghan et Zaranj, comme vient de le confirmer la Représentante spéciale du Secrétaire général. Des millions de personnes sont désormais sous la menace de bombardements aveugles, susceptibles de faire des morts et des blessés et de causer des dégâts matériels et des déplacements de population. Nos villes et nos infrastructures publiques, que nous

avons reconstruites avec l'aide du Conseil au cours des deux dernières décennies, sont désormais exposées à un risque de destruction d'une ampleur inimaginable par les Taliban.

Dans cet acte délibéré de barbarie, les Taliban ne sont pas seuls. Ils sont aidés par des combattants étrangers issus de réseaux terroristes transnationaux. Ensemble, ils menacent la paix, la sécurité et la stabilité non seulement en Afghanistan, mais aussi dans notre région et au-delà. Il est de notre responsabilité collective de les empêcher de détruire l'Afghanistan et de menacer la communauté mondiale.

L'ampleur et la portée de l'offensive militaire des Taliban, et le moment qu'ils ont choisi pour la lancer, s'apparentent à une invasion comme on n'en avait jamais connu au cours des 30 dernières années du conflit. Depuis la mi-avril, les Taliban et les groupes terroristes étrangers qui leur sont affiliés ont lancé plus de 5 500 attaques dans 31 des 34 provinces de l'Afghanistan. Ces attaques ont été lancées avec l'appui direct de plus de 10 000 combattants étrangers représentant 20 groupes, dont Al-Qaida, Lashkar-e-Tayyiba, Tehrik-e-Taliban Pakistan, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), le Mouvement islamique du Turkestan oriental et Daech, qui sont entrés dans notre pays et combattent aux côtés des Taliban contre notre population et nos forces de sécurité.

Il est de plus en plus évident que le Mouvement islamique du Turkestan oriental et le MIO, qui ont prêté allégeance à Daech, ont combattu aux côtés des Taliban dans les provinces du Fariyab, de Jozjan, de Takhar et de Badakhchan, où ils se trouvent actuellement avec leurs familles, sous le contrôle des Taliban.

Le lien entre les Taliban et ces groupes terroristes transnationaux est plus fort aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été dans l'histoire récente. Comme l'a indiqué à de nombreuses reprises l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011), concernant l'Afghanistan et les Taliban, contrairement aux engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'accord de Doha, les Taliban n'ont pas rompu leurs liens avec les organisations terroristes régionales et internationales.

En fait, ces liens ne peuvent être rompus, car ils ont été cultivés et fondés sur une idéologie, des intérêts, des objectifs et des mariages mixtes communs qui se sont traduits par des attaques conjointes et un appui logistique et matériel. Permettre à ce réseau de continuer

à se développer à l'intérieur du pays comporte de grands risques pour la sécurité, non seulement de l'Afghanistan mais aussi de l'ensemble de la région et même du monde. C'est un risque et une préoccupation que nous partageons tous. Il ne s'agit pas des Taliban du XX<sup>e</sup> siècle issus de madrassas isolées, mais de la manifestation du lien qui existe entre les réseaux terroristes transnationaux et les organisations criminelles transnationales.

Leurs liens avec les stupéfiants, la contrebande et le pillage de nos ressources naturelles sont sans précédent, et les personnes qui les encouragent et participent à leurs activités en sont bien sûr les bénéficiaires. Il ne s'agit donc pas d'une guerre civile, mais d'une guerre de réseaux criminalisés et terroristes menée aux dépens des Afghans. Il importe de noter que les Taliban continuent de bénéficier d'un sanctuaire, d'une filière d'approvisionnement et d'une ligne logistique qui alimente leur machine de guerre depuis le Pakistan.

Des rapports illustrés et des vidéos montrant explicitement des combattants Taliban qui se rassemblent près de la ligne Durand pour entrer en Afghanistan, des activités de collecte de fonds, des transferts de cadavres pour une inhumation collective et des Taliban blessés en train d'être soignés dans des hôpitaux pakistanais apparaissent et sont largement disponibles. En plus de constituer une violation flagrante du régime de sanctions imposé par la résolution 1988 (2011), cela nous fait perdre davantage confiance en la possibilité d'établir une relation de collaboration avec le Pakistan pour mettre fin à la guerre dans notre pays.

Conformément à l'accord conclu entre les dirigeants de l'Afghanistan et du Pakistan à Tachkent le mois dernier, nous exhortons le Pakistan à contribuer à la suppression et au démantèlement des sanctuaires et des filières d'approvisionnement des Taliban et à établir avec nous un mécanisme conjoint de surveillance et de vérification afin de rendre efficaces et crédibles la lutte contre le terrorisme et les efforts internationaux en faveur de la paix. Je tiens à réaffirmer que l'Afghanistan ne souhaite rien d'autre que des relations amicales et une coexistence pacifique avec le Pakistan, fondées sur le respect mutuel de la souveraineté de l'autre.

Nous sommes alarmés par les violations flagrantes des droits de l'homme, alléguées ou avérées, commises par les Taliban et les terroristes étrangers qui leur sont associés dans presque la moitié du territoire de notre pays. Nous sommes extrêmement préoccupés par la sûreté et la sécurité des habitants des villes qui subissent

les attaques des Taliban et par la violence qui les attend. Je me réjouis que M<sup>me</sup> Shaharзад Akbar, Présidente de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, nous permette de voir plus clair à ce sujet. Mais des images et des vidéos choquantes et déchirantes de la violence et de la cruauté dont font preuve les Taliban envers la population civile et les personnes soupçonnées de travailler pour le Gouvernement et les forces internationales apparaissent sur les médias sociaux, et sont trop choquantes pour que je les décrive.

Les attentats-suicides, les exécutions sommaires, les meurtres commis par vengeance, les morts par lapidation, les mains coupées, la flagellation des enfants, les mariages forcés et les entraves à la circulation des femmes et des filles sont monnaie courante dans les zones contrôlées par les Taliban et sont cautionnés par les fatwas religieuses des Taliban. Malheureusement, plus tôt dans la journée, des terroristes taliban ont tué l'un de nos plus courageux fils d'Afghanistan, M. Dawa Khan, qui dirigeait le Centre afghan des médias et de l'information. Cela contraste fortement avec la prétention des Taliban à la modération et au respect du droit international, et même avec la charia.

Oui, les Taliban ont changé, mais pour le pire. Les membres du groupe sont devenus plus violents dans leurs actes, plus cruels dans leur traitement de la population locale, plus extrémistes dans leur façon de penser et plus vindicatifs à l'égard des sympathisants du Gouvernement. L'imposition de règles draconiennes par les Taliban n'a impulsé aucun changement positif par rapport aux idéologies qui ont dominé la pensée du soi-disant « Émirat islamique » des années 90 et à celles qu'épousent aujourd'hui Daech et d'autres groupes extrémistes.

Le niveau de violence aveugle dont font preuve les Taliban a exacerbé la situation humanitaire du pays, qui était déjà catastrophique en raison de la sécheresse et de la pandémie. Depuis le début de l'offensive, plus de 5 300 civils, dont 1 960 femmes et enfants, ont été tués ou blessés, tandis que des milliers d'autres ont été déplacés. Cela s'ajoute aux 4,8 millions de déplacés et aux 18,4 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire. Ces chiffres pourraient facilement augmenter de façon exponentielle si les attaques contre les grandes agglomérations et villes se poursuivaient sans relâche. Le Conseil doit donc agir pour éviter une situation catastrophique. Le fait que 10 postes frontière soient désormais sous le contrôle des Taliban a entraîné la suspension des échanges commerciaux et une flambée



des prix des produits de base, ce qui ne fait qu'ajouter à la misère de la population, affectée par des décennies de conflit.

Les attaques perpétrées par les Taliban ont également eu un coût élevé pour les infrastructures publiques, entraînant des pertes énormes s'élevant à des millions de dollars et en termes d'années d'investissements dans le développement. Au cours de cette période, les Taliban ont détruit plus de 260 bâtiments publics, dont des écoles, des hôpitaux, des ponts et des tours de communication. La destruction d'infrastructures publiques et privées par les Taliban a privé plus de 13 millions de personnes de services publics et causé plus de 500 millions de dollars de dommages.

Nous avons confiance dans le courage et le professionnalisme de nos forces nationales de défense et de sécurité pour défendre la République, qui incarne nos valeurs et notre détermination à nous battre pour notre patrie et l'avenir de nos enfants. Ces derniers jours, nous avons assisté à une immense manifestation de soutien des Afghans, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, en faveur de nos forces de sécurité. Notre défense de la République islamique s'est transformée en un mouvement de résistance nationale, et notre peuple a déclaré haut et fort qu'il ne voulait pas revenir à l'époque sombre des Taliban des années 90.

La paix est le besoin le plus pressant du peuple afghan et la priorité absolue du Gouvernement afghan. Pour y parvenir, le Président Ghani a demandé à plusieurs reprises aux Taliban d'adhérer à un cessez-le-feu et d'entamer de véritables négociations. Pour soutenir les pourparlers de paix, mon gouvernement a proposé un plan de paix et fait des concessions douloureuses, notamment la libération de plus de 6 000 prisonniers, dont la plupart sont retournés sur le champ de bataille. Malgré cela, les Taliban continuent de faire fi de l'appel lancé par la communauté internationale et, plus particulièrement, par le Conseil, pour qu'ils cessent les hostilités contre le peuple afghan et engagent des pourparlers pacifiques et constructifs.

Alors que le départ des troupes étrangères d'Afghanistan est presque achevé, il est clair que les Taliban et leurs associés étrangers se battent pour le pouvoir afin de transformer une fois de plus notre pays en un refuge pour le terrorisme transnational, ce qui représentera, sans aucun doute, une menace pour la région et la communauté mondiale.

Face à cette situation terrible et inquiétante, il est grand temps que le Conseil utilise tous les moyens à sa disposition pour contraindre les Taliban à mettre fin à leur campagne de violence et de terreur contre notre peuple, prévenir de nouveaux bains de sang et pousser le groupe à reprendre les pourparlers. Nous demandons au Conseil d'utiliser les outils existants, notamment la mise en œuvre effective du régime de sanctions prévu par la résolution 1988 (2011) et la résolution 2513 (2020), pour faire pression sur les Taliban afin qu'ils entament de véritables pourparlers de paix avec l'équipe de négociation du Gouvernement. Nous demandons au Conseil d'assumer les responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme aux attaques des Taliban contre les grandes villes et agglomérations.

Six villes, Hérat, Lachkar Gah, Kandahar, Ghazni, Zaranj et Cheberghan, sont actuellement attaquées par les Taliban, et d'autres, comme Kaboul, seront bientôt prises pour cible. Nous demandons au Conseil et à la communauté internationale de prendre des mesures préventives, y compris la tenue d'une séance spéciale du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme, afin d'éviter une situation catastrophique caractérisée par des violations des droits de la personne et le déplacement à grande échelle de la population civile, comme nous l'avons constaté au Moyen-Orient et dans d'autres conflits à travers le monde.

Nous avons aujourd'hui une chance de mettre un terme à cette situation. Nous demandons au Conseil et au Secrétaire général de soutenir les pourparlers de paix en cours à Doha et les réunions régionales et internationales prévues la semaine prochaine à Doha afin d'atteindre les objectifs fixés, à savoir empêcher les attaques des Taliban contre les villes et parvenir à un règlement politique et à un cessez-le-feu.

Nous saluons et soutenons l'action de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Jean Arnault, et de la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, Deborah Lyons.

Nous appelons nos amis et partenaires à appuyer le nouveau plan de sécurité de notre gouvernement visant à stabiliser l'Afghanistan et à protéger la région et la communauté internationale contre le fléau du terrorisme international.

Pour terminer, je tiens à remercier les membres du Conseil de sécurité de leur soutien indéfectible et de leur position de principe en ces temps difficiles pour l'Afghanistan. J'espère que les présentes discussions non seulement contribueront aux efforts de paix en cours à Doha, mais enverront également un message fort aux Taliban quant à la détermination du Conseil à les amener à respecter leurs engagements et leurs promesses concernant la recherche d'une solution pacifique au conflit actuel.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Kvalheim** (Norvège) (*parle en anglais*) : Nous sommes consternés par l'assassinat aujourd'hui du Chef du Bureau d'information et des médias du Gouvernement afghan et exprimons nos condoléances à ses proches. Il ne doit pas y avoir d'impunité pour ce crime odieux.

Il est opportun que nous nous réunissions aujourd'hui, et nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance. Je remercie également l'Ambassadeur Isaczai, M<sup>me</sup> Akbar et la Représentante spéciale Lyons de leurs exposés complets et, je dois ajouter, profondément inquiétants.

Je tiens à exprimer notre reconnaissance à l'ensemble du personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui poursuit son travail difficile et dangereux. Le Conseil condamne l'attaque déplorable perpétrée le 30 juillet contre les bureaux de la MANUA à Hérat. Nous restons extrêmement préoccupés par l'augmentation notable du nombre de morts, de blessés et de personnes déplacées à travers l'Afghanistan ces dernières semaines.

Que les choses soient claires : la détérioration inquiétante de la situation est due en grande partie à l'offensive militaire des Taliban contre les capitales de district et, plus récemment, contre trois capitales de province dans l'ouest et le sud du pays. Ces attaques sont totalement inacceptables. Les Taliban doivent immédiatement mettre fin à leur offensive militaire en cours. Les abus commis par les Taliban récemment, notamment l'exécution de civils dans le cadre de prétendus meurtres par vengeance et l'exécution de prisonniers de guerre, doivent cesser. Certains de ces abus peuvent constituer des crimes de guerre, et nous condamnons ces actes sans équivoque.

Nous sommes également gravement préoccupés par les violations commises par des membres des Forces nationales de sécurité et de défense afghanes. On ne soulignera jamais assez l'importance de mettre fin à toutes les violences et de protéger les civils, en particulier les enfants. En outre, les attaques prenant pour cible des défenseurs des droits de l'homme et des professionnels des médias sont inacceptables et doivent cesser. Toutes les parties doivent respecter les obligations que leur impose le droit international humanitaire. Un accès humanitaire sûr et sans entrave reste essentiel pour protéger et aider les personnes dans le besoin. Toutes les allégations de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire doivent faire l'objet d'une enquête et leurs auteurs doivent être traduits en justice.

Il n'y a pas d'autre solution acceptable qu'un règlement politique inclusif, juste et réaliste, comme le Conseil l'a souligné dans sa déclaration à la presse du 3 août. Nous partageons tous la responsabilité d'exercer une pression politique et diplomatique efficace sur les Taliban pour qu'ils participent à des négociations. Nous devons faire comprendre que la quête de victoire et la formation d'un nouveau Gouvernement par les forces militaires ne seront pas acceptées et qu'aucun membre de la communauté internationale ne soutiendra un tel Gouvernement. Toute solution politique acceptable pour la communauté internationale doit respecter les droits de l'homme pour tous, en particulier les femmes et les filles.

S'il existe une complémentarité positive entre les différents formats qui soutiennent le processus de paix, y compris les réunions regroupant les États-Unis et l'Europe et ce que l'on appelle la Troïka élargie, il pourrait également être utile de réunir les principales parties prenantes internationales et régionales dans un seul format pour coordonner leurs efforts et harmoniser leurs messages. Nous invitons les capitales à plus de souplesse afin que cela devienne possible.

Pour terminer, je voudrais ajouter que la Norvège continue d'appuyer un rôle fort pour l'ONU. Nous considérons la nomination par le Secrétaire général d'un Envoyé personnel pour l'Afghanistan et les questions régionales comme une étape positive. À l'approche du renouvellement du mandat de la MANUA, nous nous réjouissons à la perspective de consulter tout un chacun sur la manière dont nous pouvons, ensemble, permettre à l'ONU de jouer un rôle encore plus important pour épauler le peuple afghan dans sa quête d'un règlement politique.

**M. Lipand** (Estonie) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier tout particulièrement M<sup>me</sup> Akbar et la Commission afghane indépendante des droits de l'homme pour leur travail courageux malgré la situation actuelle en Afghanistan. Entendre aujourd'hui parler des meurtres délibérés de civils, notamment celui de Dawa Khan Menapal, et de l'augmentation des pertes civiles est des plus inquiétants. Je voudrais également remercier la Représentante spéciale Lyons pour ses efforts inlassables, en particulier son soutien aux pourparlers de paix et à la réponse humanitaire. Les attaques contre le personnel et les installations des Nations Unies, comme celle perpétrée récemment à Hérat, sont totalement répréhensibles et peuvent constituer des crimes de guerre dont les auteurs devront répondre devant la justice. Je me félicite également de la participation aujourd'hui de l'Ambassadeur Isaczai, de l'Afghanistan.

Depuis le début de l'offensive en cours des Taliban, notamment les assauts sur les centres de population, le nombre de civils tués ou blessés a atteint le plus haut niveau jamais enregistré, les Taliban étant responsables de l'essentiel des victimes. La moitié de la population afghane a aujourd'hui besoin d'une aide humanitaire, mais l'accès à l'aide humanitaire se réduit et les personnes qui la fournissent sont tuées à un rythme alarmant. Cette aggravation de la crise humanitaire en Afghanistan, qui a été décrite en détail aujourd'hui, est due à l'homme et aurait pu être évitée. L'Estonie réitère son appel, en particulier aux Taliban, à un cessez-le-feu immédiat pour épargner à la population afghane de nouvelles souffrances inutiles. Seule une solution politique négociée peut conduire à une paix durable dans le pays, ainsi qu'à la stabilité dans la région.

Le Conseil de sécurité a été clair dans ses messages. Les Taliban et la République islamique d'Afghanistan doivent s'engager de manière véritable dans un processus de paix global et inclusif à Doha. Les parties doivent respecter les obligations que leur impose le droit international humanitaire, notamment celles liées à la protection des civils. Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit, et nous ne soutenons pas la restauration d'un émirat islamique.

Je tiens à réaffirmer que l'engagement de l'Estonie aux côtés du peuple afghan reste inébranlable. Nous soulignons l'importance de la participation pleine, effective et sur un pied d'égalité des femmes au processus de paix et souhaitons que le résultat de ce processus préserve les protections constitutionnelles en faveur

des droits des femmes et des minorités. Nous poursuivons notre appui politique et financier, à condition que les droits de la personne et les acquis démocratiques soient préservés. Tout assouplissement ou toute levée des sanctions doit intervenir conformément à la résolution 2513 (2020). Les Taliban doivent d'abord prouver de manière crédible qu'ils sont attachés à la paix.

L'Estonie salue également les efforts diplomatiques déployés à Doha par les voisins de l'Afghanistan et les puissances régionales. Nous encourageons l'intensification des efforts coordonnés qui contribuent à une paix durable dans l'intérêt du peuple afghan. La paix et la stabilité en Afghanistan seront synonymes de nouvelles possibilités de développement et de croissance pour l'ensemble de la région.

**M. DeLaurentis** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Lyons et M<sup>me</sup> Shaharad Akbar pour leurs exposés, qui donnent à réfléchir et qu'il était particulièrement important d'entendre. Nous remercions également l'Ambassadeur Isaczai de sa participation aujourd'hui et de ses observations.

Les États-Unis condamnent fermement l'augmentation des attaques violentes en Afghanistan, en particulier l'attaque de la semaine dernière contre le complexe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan à Hérat et l'attentat-suicide qui a visé le domicile du Ministre afghan de la défense par intérim à Kaboul. Nous exprimons notre profonde sympathie et toutes nos condoléances aux personnes touchées par ces attaques odieuses. En outre, des informations crédibles signalent des attaques et des représailles contre des civils dans d'autres zones contrôlées par les Taliban.

La hausse alarmante de la violence et des pertes civiles causées par les offensives militaires actuellement menées par les Taliban ne fait que fragiliser davantage les progrès accomplis par le peuple afghan en matière de démocratie et d'état de droit au cours des 20 dernières années. La communauté internationale doit signifier aux Taliban que nous n'accepterons pas une prise de contrôle militaire de l'Afghanistan ni un retour de l'émirat islamique. Les Taliban doivent comprendre qu'ils seront isolés et deviendront des parias sur la scène internationale s'ils choisissent cette voie, qui ne manquerait pas de mener le pays à davantage de violence et de destruction. Pour reprendre les termes de la déclaration à la presse (SC/14592) publiée par le Conseil en début de semaine, et de la déclaration du groupe États-Unis-Europe du 23 juillet, il ne saurait y avoir de

solution militaire en Afghanistan, et un règlement politique négocié et inclusif grâce à un processus dirigé et contrôlé par les Afghans est la seule voie possible pour une paix et une stabilité durables dans le pays. Ce processus doit inclure la participation pleine et entière des femmes.

Nous rappelons également la résolution 2513 (2020), qui précise que les Taliban prennent ou non des mesures tendant à réduire la violence, à consentir de nouveaux efforts au service des négociations entre Afghans ou de manière générale à cesser d'exécuter ou de soutenir des activités qui menacent la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan, aura une incidence sur le statut des personnes, groupes, entreprises ou entités inscrits sur la Liste établie et tenue à jour en application de la résolution 1988 (2011).

Nous demandons instamment aux Taliban de mettre immédiatement fin à leur offensive, de rechercher un règlement politique global et durable et de respecter leurs engagements concernant la protection des infrastructures de l'Afghanistan et de sa population, en particulier les femmes, les filles et les autres populations vulnérables. Nous demandons également aux Taliban de permettre aux organisations humanitaires de poursuivre leur travail vital en Afghanistan, d'autant plus que la population afghane subit cruellement les effets de la maladie à coronavirus (COVID-19) et de la sécheresse, en plus de la violence.

Je tiens à redire que nous exprimons notre appui total à un processus de paix inclusif dirigé et contrôlé par les Afghans, avec la participation pleine et entière des femmes, qui débouche sur un règlement politique juste et durable. Un règlement politique juste et durable doit reposer, au minimum, sur les cinq principes suivants : premièrement, une gouvernance inclusive ; deuxièmement, le droit des Afghans d'élire leurs dirigeants politiques ; troisièmement, la protection des droits de la personne, y compris les droits des femmes, des jeunes et des minorités ; quatrièmement, l'engagement dans la lutte contre le terrorisme, notamment pour faire en sorte que l'Afghanistan ne serve pas à nouveau de refuge aux terroristes internationaux ; et, cinquièmement, le respect du droit international, y compris le droit international humanitaire. Nous soulignons que le soutien international à tout futur gouvernement dépendra, au moins en partie, de l'adhésion à ces cinq éléments.

Il est dans l'intérêt de tous les voisins de l'Afghanistan de renouveler leur appui à un règlement négocié qui apporte au peuple afghan la paix qu'il mérite de toute urgence et qui crée une région stable. Nous saluons le rôle que l'Envoyé personnel du Secrétaire général, Jean Arnault, joue à l'appui de cet objectif.

Pour conclure, je voudrais exprimer ma reconnaissance à nos partenaires et alliés pour leurs efforts afin de maintenir les opérations civiles et diplomatiques internationales en Afghanistan. Nous remercions ceux qui ont répondu présents dans cette tâche critique. Alors que nous poursuivons notre retrait militaire de l'Afghanistan, nous voulons que tous les Afghans sachent, comme l'a déclaré le Président Biden, que nous restons attachés à un partenariat solide avec le pays et son peuple.

Les États-Unis continuent d'apporter une assistance en matière de sécurité aux forces afghanes, ainsi qu'une aide au développement et une aide humanitaire au peuple afghan. Nous poursuivrons notre action diplomatique en faveur de la paix. Nous exhortons les Afghans à rester résolus. Nous voulons qu'ils sachent que la communauté internationale est derrière eux.

**M. Aougi (Niger) :** J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Kenya, le Niger et la Tunisie, ainsi que de Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Je tiens tout d'abord à remercier M<sup>me</sup> Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et M<sup>me</sup> Shaharazad Akbar, Présidente de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, pour leurs présentations sur les derniers développements en Afghanistan.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines réitèrent leur soutien aux efforts de stabilisation et aux bons offices déployés dans la recherche d'une solution à la crise afghane, qui a évolué de manière particulièrement inquiétante ces derniers temps. Je voudrais également saisir cette occasion pour souhaiter la bienvenue au Représentant permanent de l'Afghanistan et le remercier pour sa déclaration.

Après des décennies de guerre, de destruction et de désolation, le peuple afghan aspire aujourd'hui à la paix. Cette aspiration est profonde, et les Afghans l'ont manifestée en accueillant avec beaucoup d'espoir le début des pourparlers de paix intra-afghans en



septembre 2020 à Doha. Malheureusement, ces pourparlers sont actuellement dans l'impasse et les hostilités font rage dans tout le pays. Les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines soulignent que l'option militaire ne conduira pas à une solution durable acceptable pour toutes les parties afghanes. Nous appelons donc les Taliban et le Gouvernement afghan à cesser immédiatement le feu, afin de donner aux pourparlers de Doha de meilleures chances de succès. En outre, nous devons redoubler nos efforts diplomatiques au niveau régional et international, afin de faciliter la reprise des négociations de paix intra-afghanes.

Les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines déplorent les pertes en vies humaines et les souffrances endurées par la population civile en raison de la dernière flambée de violence, suite à la décision des forces internationales de quitter le pays d'ici la fin septembre de cette année. La situation humanitaire déjà précaire pourrait encore s'aggraver avec le déplacement des populations fuyant les combats en cours entre les Taliban et les forces gouvernementales dans plusieurs provinces du pays, dont Kandahar, le Helmand et Hérat.

Nous réitérons notre condamnation de l'attaque contre le complexe des Nations Unies à Hérat le 30 juillet. Nous condamnons également les attentats-suicides commis le 4 août à Kaboul et appelons les belligérants à assurer la protection des civils, mais surtout à mettre fin aux hostilités et à privilégier le dialogue.

Aujourd'hui plus que jamais, l'Afghanistan a besoin du soutien de l'ensemble de la communauté internationale pour l'aider à traverser cette période critique de son histoire. L'Afghanistan ne doit pas retomber dans une véritable guerre civile, au risque de perdre tous les acquis démocratiques, sociaux et de développement engrangés ces dernières années. Si le rétablissement de la paix passe par un accord entre les parties en présence, l'on devrait veiller à ce que les processus de paix ne rendent légitime le recours à des interventions militaires et l'association avec des organisations terroristes par une reconnaissance politique.

À l'approche du vingtième anniversaire des attentats du 11 septembre, nous nous rappelons comment les Taliban ont été chassés du pouvoir en raison de leur soutien à Al-Qaïda. Le Conseil doit maintenant donner la priorité à la création d'incitations et de lignes rouges qui obligerait les Taliban à cesser d'utiliser le terrorisme à des fins politiques.

Nous rappelons la décision du Conseil de scinder les listes de sanctions d'Al-Qaïda et des Taliban en réponse aux efforts du Gouvernement afghan pour négocier un processus de paix avec les Taliban et établir une réconciliation nationale en Afghanistan. L'objectif était de fournir une bouée de sauvetage aux membres des Taliban qui renoncent à la violence et se dissocient d'Al-Qaïda. Le Conseil doit donc exiger que les Taliban embrassent la paix, cessent leurs liens avec Al-Qaïda et Daech et s'engagent dans le processus de paix qui transformera l'Afghanistan en un pays de paix.

Les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines saluent et soutiennent pleinement les bons offices de l'ONU, de la Troïka élargie, composée des États-Unis, de la Russie, de la Chine ainsi que du Pakistan, et tous les autres efforts diplomatiques déployés par les pays voisins pour réduire les tensions afin de parvenir à une solution négociée à la crise. En outre, il est important de souligner que la recherche de la paix ne doit pas se faire au détriment des droits des Afghans, en particulier ceux des femmes, des enfants et des minorités ethniques et religieuses d'Afghanistan.

À l'heure où l'attention se porte sur la détérioration de la situation sécuritaire, les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines souhaitent également souligner l'importance de trouver une solution urgente et durable à la grave crise humanitaire qui sévit déjà dans le pays. Les effets de décennies de conflit, combinés à ceux du changement climatique et de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ont créé une situation où plus d'un tiers de la population est désormais en situation d'insécurité alimentaire, avec une grande proportion d'enfants. Il est donc urgent de mobiliser les ressources supplémentaires nécessaires pour faire face à cette situation et d'appeler les donateurs à honorer les engagements pris dans le cadre du plan humanitaire afghan.

De même, les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines s'inquiètent du fait que l'insécurité croissante en Afghanistan peut entraver les efforts du Gouvernement et détourner son attention de la lutte contre la pandémie de COVID-19 à un moment où des variants plus contagieux du virus circulent dans le monde. Nous tenons à souligner ici que la livraison et le déploiement en temps voulu des vaccins sont nécessaires de toute urgence pour protéger la population afghane en ces temps difficiles.



En conclusion, les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines suggèrent que nous nous posions la question suivante : quel message envoyons-nous si nous abandonnons l'Afghanistan au moment où le pays est au bord du gouffre ? En termes simples, laisser l'Afghanistan retomber dans le chaos pourrait signifier aux terroristes et aux groupes d'insurgés sur place et dans d'autres parties du monde qu'ils peuvent acquérir une légitimité et un pouvoir par le recours à la force.

D'autre part, si le Conseil de sécurité doit véritablement remplir sa mission de maintien de la paix et de la sécurité internationales, nous pensons que tous les efforts doivent être faits dès maintenant pour que les principaux responsables de la violence mettent immédiatement fin à leur offensive et s'engagent résolument dans la recherche d'une solution politique négociée, inclusive et durable.

**M. de la Fuente Ramírez** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M<sup>me</sup> Lyons et M<sup>me</sup> Akbar de leurs exposés, ainsi que le représentant de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Ghulam M. Isaczai, de sa déclaration.

Comme nous venons de l'entendre, la situation en Afghanistan est critique. Les récentes avancées militaires des Taliban ont eu des conséquences très graves pour la population et amené un nombre croissant d'Afghans à vouloir fuir leur pays face à un avenir qui franchement s'annonce sombre.

Le Mexique condamne les attaques délibérées perpétrées contre les défenseurs des droits de l'homme, les travailleurs humanitaires, le personnel de santé, les médias et les groupes minoritaires. Dans ces circonstances, le Mexique note avec une grande préoccupation l'impasse dans laquelle se trouve le dialogue intra-afghan à Doha. Nous appuyons les efforts déployés par la communauté internationale aux niveaux bilatéral et multilatéral pour insuffler un nouvel élan au processus de paix et encourager les parties à reprendre le dialogue. Nous entendons suivre avec attention les conclusions de la Troïka élargie, qui se réunira dans les prochains jours, ainsi que les efforts de M. Jean Arnault, Envoyé personnel du Secrétaire général pour l'Afghanistan et les questions régionales.

La communauté internationale ne peut ni ne doit permettre que les acquis des 20 dernières années soient réduits à néant. La position commune doit clairement rejeter la résurgence d'un émirat islamique qui servirait à nouveau de sanctuaire pour les groupes terroristes.

Un pays où les droits des femmes, des enfants ou des minorités ne sont pas respectés ne serait pas non plus acceptable. L'avenir de l'Afghanistan doit être décidé démocratiquement par tous les Afghans et non imposé unilatéralement par la force.

Le Mexique a conscience des défis auxquels se heurte le Gouvernement afghan tandis qu'il défend avec ténacité son projet national. Nous admirons la résilience du peuple afghan qui, dans les conditions les plus défavorables, continue de lutter pour un Afghanistan ouvert à tous, démocratique et pacifique. Nous savons à quel point il est difficile d'entretenir le dialogue dans des conditions aussi défavorables, sur fond de grave détérioration de la sécurité.

Je terminerai en saluant également le travail délicat et complexe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Nous appuyons les efforts de la Mission pour coordonner et faciliter l'aide humanitaire, et protéger et promouvoir les droits humains des filles et des garçons touchés par le conflit, et nous saluons en particulier les progrès qu'elle a obtenus au regard du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, dont les effets en matière d'autonomisation des femmes afghanes doivent être préservés.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M<sup>me</sup> Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), de ses réflexions et éclairages. Nous considérons que la MANUA joue un rôle important pour coordonner les efforts internationaux dans le pays. Nous avons écouté attentivement la déclaration et l'évaluation de l'Ambassadeur Ghulam M. Isaczai, Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'ONU. Nous remercions de son exposé M<sup>me</sup> Shaharзад Akbar, Présidente de la Commission afghane indépendante des droits humains.

La détérioration de la situation en Afghanistan est une source de préoccupation croissante. Dans le contexte du retrait des contingents étrangers, un équilibre des forces défavorable se profile. Les informations qui nous sont transmises concernant l'escalade de la violence sont horribles. Les civils, notamment les femmes et les enfants, sont victimes presque au quotidien du conflit en cours. Aujourd'hui, nous avons appris le meurtre du Chef du Bureau d'information et des médias du Gouvernement afghan. Nous tenons à exprimer nos plus sincères condoléances aux familles et amis de tous les civils innocents tués en Afghanistan.

L'instabilité politique nationale de ces dernières années a contribué à la persistance de la menace terroriste dans le pays. Les attaques terroristes menées par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan, apparu durant cette période, continuent de secouer l'Afghanistan. Les militants conservent des cellules dormantes dans le nord et l'est, renforcent leur capacité à accroître leur influence dans le pays, et font déborder leurs activités terroristes sur la région de l'Asie centrale. La production de drogues illicites augmente également à un rythme record.

Il est possible que des militants s'infiltrent dans la région, notamment en se faisant passer pour des réfugiés, ce qui ne peut que susciter l'inquiétude de nos voisins d'Asie centrale. Nous entretenons des contacts réguliers avec les cinq États d'Asie centrale. La coopération dans le cadre des organisations régionales, comme l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) ou l'Organisation de Shanghai pour la coopération, est plus que jamais nécessaire, notamment au sein du Groupe de travail de l'OTSC sur l'Afghanistan et du mécanisme renouvelé qu'incarne le Groupe de contact sur l'Afghanistan de l'Organisation de Shanghai.

À l'évidence, il n'y a pas de solution militaire au problème afghan. Toutefois, dans la situation actuelle, marquée par la stagnation des négociations, la perspective de voir l'Afghanistan sombrer dans une guerre civile totale et prolongée est malheureusement bien réelle. Le plus important aujourd'hui est donc de lancer dès que possible des négociations de fond.

La Russie a beaucoup fait pour amorcer le processus de réconciliation nationale et le dialogue direct inter-afghan. Nous maintenons des contacts avec les deux parties dans ce sens. Le 2 juillet, nous nous sommes entretenus à Moscou avec une délégation afghane dirigée par M. Hamdullah Mohib, Conseiller à la sécurité nationale auprès du Président afghan, et, les 8 et 9 juillet, nous avons rencontré une délégation de la Commission politique des Taliban. Nous espérons que, le 11 août, la prochaine réunion à Doha de la Troïka élargie au Pakistan insufflera un nouvel élan au processus de paix.

Nous sommes convaincus qu'il est plus important que jamais de consolider tous les efforts internationaux et régionaux. Toutes les démarches doivent avoir pour but de trouver des solutions de compromis raisonnables, tenant compte des intérêts de toutes les minorités ethniques et religieuses. Cependant, l'organisation politique future du pays ne peut être décidée que par

les Afghans eux-mêmes. Dans tous les cas, il faut désormais appeler toutes les parties à se montrer flexibles, et ce, en actions plutôt qu'en paroles. Or le fait de se rejeter mutuellement la faute n'est guère propice à cette entreprise.

Si un Afghanistan unifié et stable, libéré du terrorisme et de la drogue, est nécessaire avant tout pour les Afghans, il l'est aussi pour l'ensemble de la région, car il est la clef de son développement économique et de sa prospérité.

**M. Dang** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Deborah Lyons et M<sup>me</sup> Shaharзад Akbar de leurs exposés détaillés. Je salue la présence du Représentant permanent de l'Afghanistan et je le remercie de sa déclaration. Je voudrais aujourd'hui mettre l'accent sur trois points.

Premièrement, nous sommes vivement préoccupés par la situation sur le terrain. La violence et le bilan civil sont à leur plus haut depuis le début de l'année, alors que les négociations de paix inter-afghanes n'ont enregistré que des progrès très limités. Nous réaffirmons notre position selon laquelle il n'y a pas de solution militaire à la crise actuelle. Une paix et une stabilité durables en Afghanistan ne pourront être obtenues que par un règlement politique global et durable. À cet égard, il est crucial que les parties concernées parviennent le plus rapidement possible à un cessez-le-feu permanent, ce qui mettrait un terme à la violence actuelle et créerait un environnement propice aux négociations de paix en cours.

Nous appelons également les parties à continuer de mettre de côté leurs divergences, à renforcer la confiance et à parvenir dans les meilleurs délais à un règlement politique du conflit auquel les femmes et les jeunes afghans seraient pleinement et concrètement associés. Nous prenons note avec satisfaction de l'opération menée conjointement par les parties le 18 juillet pour accélérer la mobilisation au plus haut niveau afin de trouver une solution rapide, et nous attendons avec intérêt de constater des progrès réels.

Deuxièmement, nous condamnons avec force les attaques perpétrées le mois dernier contre des civils, notamment des femmes, des enfants, des étudiants, des travailleurs humanitaires, des fonctionnaires et des agents des Nations Unies. Ces attaques sont inacceptables. Nous présentons toutes nos condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple afghans. Il est impératif que toutes les parties

concernées respectent pleinement le droit international humanitaire et cessent immédiatement de prendre pour cible les civils et les biens de caractère civil, en particulier ceux qui sont indispensables à la survie de la population civile. Nous condamnons vivement l'attaque menée contre le complexe des Nations Unies à Hérat le 30 juillet. Il convient de veiller à la sûreté et à la sécurité du personnel et des complexes des Nations Unies. Nous partageons également les préoccupations au sujet des répercussions de plus en plus négatives du conflit en Afghanistan sur les conditions de sécurité dans la région, en particulier dans les pays voisins de l'Afghanistan. C'est pourquoi il importe tout autant d'éviter que ces répercussions ne s'exacerbent encore et de régler les problèmes qui y sont liés, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité dans la région.

Troisièmement, nous sommes nous aussi profondément préoccupés par la situation humanitaire de plus en plus désastreuse dans le pays, où l'insécurité alimentaire atteint un niveau critique avec plus de 50 % de la population afghane touchée. Nous invitons l'ONU et les partenaires régionaux et internationaux à continuer de renforcer leur aide humanitaire à l'Afghanistan afin de répondre aux besoins estimés. Dans le même temps, la communauté internationale doit continuer d'aider le Gouvernement afghan à promouvoir le développement socioéconomique et la reconstruction du pays.

Nous saluons les efforts déployés pour améliorer le développement économique, l'aide à la subsistance et le système de soins de santé de l'Afghanistan en cette période difficile, marquée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous espérons que le pays sera davantage aidé dans sa lutte contre la pandémie, notamment en ce qui concerne le processus de vaccination. Nous saluons également le Service de la lutte antimines et ses partenaires pour les efforts qu'ils continuent de déployer afin d'aider à organiser les activités de déminage et de sensibilisation au danger des mines en Afghanistan.

Quatrièmement, l'appui de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et des partenaires régionaux et internationaux restera essentiel pour encourager des progrès concrets dans les pourparlers de paix. Nous attendons avec intérêt les conclusions de la prochaine réunion de la troïka élargie, qui se tiendra à Doha le 11 août. Nous souhaitons également que la MANUA et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et les questions régionales continuent de collaborer pour appuyer le processus de paix.

Pour terminer, le Viet Nam tient à exprimer une nouvelle fois son appui total à la quête de paix, de stabilité et de développement en Afghanistan. Nous réaffirmons notre appui aux efforts déployés par l'ONU, la MANUA et la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Lyons.

**M. Flynn** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, Deborah Lyons, de son exposé profondément inquiétant mais très important. Je remercie également l'Ambassadeur Ghulam M. Isaczai, de l'Afghanistan, de sa participation à la présente séance. Je tiens à exprimer ma reconnaissance à M<sup>me</sup> Shaharзад Akbar, qui a pris une nouvelle fois la parole devant le Conseil de sécurité et fait des observations qui donnent à réfléchir.

Je voudrais tout d'abord m'associer à celles et ceux qui ont condamné avec la plus grande fermeté les récentes attaques perpétrées en Afghanistan, notamment contre le complexe des Nations Unies à Hérat vendredi dernier. Nous nous associons également à celles et ceux qui ont condamné l'assassinat de Dawa Khan Menapal. Nos pensées vont aux familles des personnes qui ont été tuées. Nous souhaitons un prompt rétablissement aux personnes qui ont été blessées.

Notre débat d'aujourd'hui revêt un caractère réellement urgent. Comme l'a si bien dit la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Lyons, le Conseil doit s'unir et agir. La population afghane subit des niveaux de violence dévastateurs. L'Afghanistan est depuis quelques années le pays le plus dangereux au monde pour les civils et les enfants, mais, comme l'a également souligné M<sup>me</sup> Akbar, le rapport à mi-année de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) sur la protection des civils fait état d'un nombre record de victimes civiles. L'ampleur de la violence contre les civils dont nous avons récemment été témoins est vraiment choquante.

Les Taliban doivent mettre fin à leur offensive militaire, qui cause tant de souffrances, s'engager à respecter un cessez-le-feu global et participer de manière constructive aux pourparlers de paix afin de parvenir à un règlement politique juste et inclusif. Le processus de Doha bénéficie de l'appui de la communauté internationale et reste notre meilleur espoir d'instaurer la paix que le peuple afghan réclame et mérite si clairement. Nous regrettons profondément

que les Taliban n'aient pas véritablement participé aux pourparlers. Nous réaffirmons qu'il ne peut y avoir de solution militaire. La violence n'engendre que la violence. L'Afghanistan en est le meilleur exemple.

Les deux parties doivent s'engager en faveur d'un avenir meilleur pour l'Afghanistan et d'un règlement négocié garantissant une gouvernance inclusive, la protection des droits de la personne, en particulier pour les femmes, les jeunes et les minorités, et le respect du droit international, notamment du droit international humanitaire. L'Afghanistan ne doit plus jamais être un sanctuaire pour le terrorisme international.

Nous savons que, pour être couronné de succès, le processus de paix en Afghanistan doit également être inclusif et dirigé et pris en main par les Afghans. Pour y parvenir, tous les Afghans, hommes, femmes, jeunes, minorités et membres de la société civile, doivent être autorisés à participer véritablement et sur un pied d'égalité à la définition de leur avenir. L'Irlande soutient la résolution 2513 (2020), sur l'Afghanistan. Avec nos partenaires de l'Union européenne, nous partageons la même position, à savoir que notre appui actuel et futur au Gouvernement afghan est tributaire du respect des principes énoncés dans le Cadre de partenariat pour l'Afghanistan 2020.

Nous encourageons vivement les voisins de l'Afghanistan et les États de la région à appuyer le peuple afghan et à user de leur influence pour encourager une paix durable qui profite à tous. Nous nous félicitons de la participation active de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et les questions régionales à la recherche d'un consensus régional.

Soyons clairs. Le fait de prendre délibérément pour cible des civils est constitutif d'un crime de guerre et doit cesser. Toutes les parties doivent s'acquitter de leur responsabilité de protéger les civils, en particulier les enfants. Les auteurs de violations du droit international humanitaire ainsi que de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits doivent être traduits en justice. Nous partageons la profonde inquiétude exprimée par d'autres délégations quant à la situation des droits de l'homme, qui est préoccupante. Les deux dernières décennies ont vu éclore une société civile afghane dynamique, qui est maintenant menacée par des attaques délibérées et inquiétantes. L'Irlande condamne catégoriquement ces attaques, qui visent le tissu même de la société afghane.

La violence et l'intimidation visant les femmes et les filles menacent leur capacité de participer à tous les aspects de la société afghane. Le Conseil de sécurité doit se tenir à leurs côtés. L'Irlande et le Mexique organiseront ce mois-ci une réunion du Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité consacrée à l'Afghanistan afin de faire progresser les efforts du Conseil visant à remédier à la situation des femmes afghanes.

Comme l'a fait observer la Représentante spéciale du Secrétaire général, la flambée de violence fait augmenter le nombre de déplacés et exacerbe les graves difficultés auxquelles sont confrontées les plus de 18 millions de personnes qui ont besoin d'une aide humanitaire en Afghanistan et qui étaient déjà aux prises avec une insécurité alimentaire dévastatrice et les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Les acteurs humanitaires doivent avoir accès à ces populations et être protégés.

Enfin, je tiens à dire à la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Lyons, que je salue l'action menée par la MANUA dans ces circonstances extrêmement difficiles. L'ONU est fermement déterminée à tenir bon et à oeuvrer au service du peuple afghan. Nous sommes impatients de collaborer avec les membres du Conseil sur le renouvellement du mandat de la MANUA au cours des prochaines semaines.

Nous, membres de la communauté internationale, devons rester aux côtés du peuple afghan pour trouver collectivement et de toute urgence une voie qui réponde à ses aspirations à la paix et qui protège ses droits.

**M<sup>me</sup> Broadhurst Estival (France)** : Je tiens d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, pour l'organisation de cette séance à un moment particulièrement critique pour l'Afghanistan, et je remercie Deborah Lyons, ainsi que Shaharзад Akbar, pour leurs présentations particulièrement poignantes. Je salue également la présence parmi nous du Représentant permanent de l'Afghanistan.

La France condamne avec la plus grande fermeté les récentes attaques, de plus en plus nombreuses, qui ont endeuillé les Afghans et les Nations Unies, dont l'emprise à Hérat a été touchée la semaine dernière. L'assassinat ce matin du Chef de service de la communication du Gouvernement vient s'ajouter à la longue liste de crimes abominables commis au cours des dernières semaines.



Nous avons entendu de Deborah Lyons, de Shaharзад Akbar et du Représentant permanent de l'Afghanistan l'extrême gravité de la situation.

Nous l'avons dit maintes fois dans cette enceinte, le niveau de violence actuel n'est pas acceptable. La paix ne peut se construire au milieu du chaos, de la violence et de la barbarie. Chaque nouvel attentat amoindrit les chances de paix. Nous appelons donc les responsables de cette violence, les Taliban, à mettre fin à leur offensive militaire et à réduire immédiatement la violence, comme ils s'y sont engagés. La paix ne saurait être possible sans un cessez-le-feu préalable pour garantir des discussions apaisées.

Les rapports récents, et notamment ceux de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, dont je salue ici le travail absolument remarquable, montrent une augmentation des attaques contre les civils et une gradation dans la barbarie. La protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, et la protection des infrastructures civiles sont une priorité absolue. J'aimerais rappeler que nous ne saurions accepter que les responsables de ces exactions restent impunis. Ils devront rendre des comptes pour leurs crimes. Il ne saurait y avoir d'impunité face aux violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Nous savons qui sont les responsables de cette barbarie : ce sont les Taliban. Ils ont pris des engagements et nous attendons de leur part qu'ils les respectent, que ce soit en faveur de la réduction de la violence ou de la rupture de tout lien avec les groupes terroristes. À cet égard, je rappelle que la Liste du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011) ne saurait être modifiée qu'à l'aune de l'engagement réel en faveur de la paix de tous ceux qui y sont inscrits.

Cette dégradation vient s'ajouter à une situation humanitaire extrêmement préoccupante. Les conséquences de l'épidémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continuent à se faire sentir en Afghanistan, ainsi que celles de la sécheresse. La souffrance de la population afghane doit être entendue et une aide apportée. Pour cela, l'accès des personnels médicaux et humanitaires à l'ensemble des personnes dans le besoin, de même que leur protection, doivent être garantis. Le respect du droit international humanitaire, des droits de l'homme et de la liberté de la presse par toutes les parties n'est pas négociable.

Enfin, je souhaiterais rappeler que la paix ne saurait être durable sans respecter plusieurs conditions. Les discussions doivent se faire dans un environnement apaisé et confiant, en présence de tous ceux concernés et sur la base des gains démocratiques de ces 20 dernières années. Je pense en particulier aux femmes, qui ont toute leur place, et nous attendons que tous les formats de négociation convoqués leur permettent une participation pleine et entière.

En conclusion, je voudrais rappeler que la France est déterminée à se tenir aux côtés de l'Afghanistan et de tous ses partenaires pour contribuer à faire progresser le chemin de la paix.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale, M<sup>me</sup> Lyons, et M<sup>me</sup> Akbar de leurs exposés. Je salue la participation du Représentant permanent de l'Afghanistan.

Premièrement, il est clair que l'offensive militaire des Taliban est entrée dans une nouvelle phase plus dangereuse, faisant planer un risque de guerre civile et ayant des répercussions sur les voisins de l'Afghanistan. Nous avons des preuves que des exécutions sommaires sont commises, que des responsables gouvernementaux sont attaqués à leur domicile et assassinés, comme hélas, hier, Dawa Khan Menapal, le Directeur du Centre afghan des médias et de l'information. Nous adressons nos condoléances à toutes les familles endeuillées.

Nous sommes également préoccupés par les preuves de violations des droits de la personne commises par les Taliban, notamment contre les groupes minoritaires et les femmes, les mariages forcés, l'utilisation de civils comme boucliers humains et les attaques contre les bâtiments de l'ONU. Ces actes pourraient constituer des crimes de guerre, et nous travaillerons avec nos partenaires internationaux pour amener les Taliban à en répondre.

Le Conseil de sécurité doit par conséquent faire comprendre aux Taliban qu'ils subiront des conséquences en cas de poursuite de cette offensive militaire. Il ne peut y avoir de solution militaire à ce conflit. Pour sa part, le Royaume-Uni ne reconnaîtra pas un gouvernement taliban qui prend le pouvoir par la force. S'ils veulent accéder au pouvoir, les Taliban doivent s'engager de manière véritable dans un processus de paix. Nous sommes également clairs sur les normes que tout gouvernement doit respecter.



Comme le Premier Ministre, Boris Johnson, l'a clairement indiqué le 8 juillet, nous continuons de soutenir le Gouvernement et les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes et d'apporter une aide humanitaire au peuple afghan. Cependant, le Royaume-Uni n'aidera pas un gouvernement qui ne respecte pas et ne fait pas respecter les droits de la personne, y compris les droits des femmes et des groupes minoritaires. Les Taliban doivent le comprendre. Nous rappelons également la résolution 2513 (2020), qui dispose que tout assouplissement des sanctions dépendra des efforts soutenus déployés par les Taliban en faveur de la paix.

Dans ce contexte, l'occasion qui s'offre à nous à Doha, la semaine prochaine, de sortir les pourparlers de paix de l'impasse, est déterminante. Nous encourageons toutes les parties, notamment les Taliban et le Gouvernement afghan, ainsi que les pays voisins et la communauté internationale, à collaborer et à soutenir de bonne foi un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans. Les voisins de l'Afghanistan et les organisations régionales auxquelles ils appartiennent ont un rôle de soutien important à jouer dans ce processus, tout comme le Conseil.

**M. Dai Bing** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Représentante spéciale, M<sup>me</sup> Lyons, de son exposé. J'ai écouté attentivement M<sup>me</sup> Akbar, Présidente de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme. Je salue également la participation de l'Ambassadeur Isaczai, Représentant permanent de l'Afghanistan, et le remercie de sa déclaration.

L'Afghanistan se trouve à un moment charnière entre la guerre et la paix. Le retrait précipité des forces des États-Unis et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a entraîné en Afghanistan une escalade de la violence, une augmentation du nombre de victimes civiles et une détérioration des conditions de sécurité. Les deux décennies de guerre en Afghanistan ont causé la mort de dizaines de milliers de civils et le déplacement de dizaines de millions d'autres. Cependant, la paix est restée insaisissable. Cela démontre une fois de plus qu'il n'y a pas de solution militaire à la situation en Afghanistan. Toute ingérence extérieure en Afghanistan est vouée à l'échec.

Compte tenu de la situation actuelle, la Chine estime qu'il y a trois tâches urgentes.

Premièrement, nous devons éviter les combats à grande échelle et une guerre civile totale. Le peuple afghan aspire avant tout à la cessation des hostilités et à la paix. Les pays de la région et la communauté

internationale partagent également ces aspirations. La Chine condamne les violentes attaques commises contre la population et les infrastructures civiles et appelle toutes les parties en Afghanistan à faire preuve de retenue, à mettre fin aux affrontements militaires et à conclure un cessez-le-feu global dans les meilleurs délais. Les contingents étrangers devraient consulter pleinement le Gouvernement afghan sur les dispositions à prendre après leur retrait, afin d'assurer une transition responsable et sans heurt en Afghanistan. Ils doivent être plus transparents avec les pays de la région et éviter de laisser une kyrielle de problèmes derrière eux. Les États-Unis ont récemment exprimé leur intention d'aider l'Afghanistan à maintenir la stabilité. Nous espérons qu'ils respecteront en toute bonne foi leur engagement et intensifieront leurs efforts.

Deuxièmement, nous devons œuvrer de concert pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation en Afghanistan. Une solution politique est la seule voie possible pour l'Afghanistan. Aucun gouvernement ne doit être instauré par la force en Afghanistan. La Chine se félicite de la récente reprise du dialogue entre le Gouvernement afghan et les Taliban à Doha et de l'accord conclu pour poursuivre les pourparlers de haut niveau et accélérer le processus de négociation. Nous espérons que les parties pourront faire preuve de souplesse, trouver un terrain d'entente en dépit de leurs différends et établir sans tarder un plan d'action et un calendrier aux fins de la réconciliation.

Nous attendons avec intérêt la renaissance de l'Afghanistan et la mise en place d'une structure politique large et inclusive, dans le cadre d'une politique islamique modérée et constante, associée à un engagement en faveur de relations amicales avec tous les pays voisins. Le moment venu, la Chine est prête à accueillir le dialogue et les négociations entre les parties afghanes, afin de soutenir et de faciliter le processus de paix et de réconciliation en Afghanistan.

Troisièmement, nous devons empêcher les forces terroristes de gagner en puissance. Le terrorisme reste un grave problème pour l'Afghanistan et les pays de la région. Les organisations terroristes désignées par le Conseil, telles que l'État islamique, Al-Qaïda, le Mouvement islamique du Turkestan oriental et les Taliban pakistanais, continuent de mener de fréquentes attaques terroristes en Afghanistan. La communauté internationale ne doit pas laisser l'Afghanistan redevenir un lieu de rassemblement pour les terroristes et doit continuer à soutenir les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes dans le renforcement de leurs capacités

de lutte contre le terrorisme. Les Taliban doivent avoir pour objectif la paix et rompre définitivement avec les organisations terroristes. Tous les pays doivent remplir les obligations qui leur incombent en vertu du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité, renforcer leur coopération et lutter conjointement contre le terrorisme.

La communauté internationale doit respecter le principe selon lequel le processus doit être dirigé et contrôlé par les Afghans, intensifier les efforts de coordination et insuffler une énergie positive au processus de paix et de réconciliation afghan. La Chine continuera de collaborer étroitement avec toutes les parties concernées, par l'intermédiaire des mécanismes comme la troïka élargie Fédération de Russie, Chine et États-Unis – et le Groupe de contact sur l'Afghanistan de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, afin de favoriser les synergies.

La communauté internationale doit continuer d'appuyer le développement et la reconstruction de l'Afghanistan et aider le pays à poursuivre la coopération régionale, à renforcer l'interconnectivité et à améliorer ses capacités de développement autonome. Les pays développés doivent honorer leurs engagements et continuer de fournir une aide au développement et une aide humanitaire à l'Afghanistan, notamment pour répondre aux besoins urgents liés à la lutte contre la pandémie. La Chine a activement soutenu le Gouvernement afghan dans la lutte contre la pandémie en acheminant récemment à Kaboul 700 000 doses de vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19), des respirateurs, des appareils d'anesthésie et d'autres fournitures médicales. Nous allons prochainement fournir un million de doses de vaccin supplémentaires.

La Chine se félicite du rôle important joué par la Représentante spéciale Lyons et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour encourager la paix, la réconciliation et la reconstruction économique en Afghanistan. La MANUA travaille dans un environnement particulièrement difficile du fait des circonstances actuelles. La Chine condamne fermement l'attaque du 30 juillet contre le complexe de l'ONU à Hérat et appelle toutes les parties à respecter le droit international et à protéger la sûreté et la sécurité du personnel de l'ONU.

Le Conseil de sécurité doit examiner sans délai quelle forme prendra la présence des Nations Unies en Afghanistan durant la prochaine phase et comment elle peut s'acquitter de ses fonctions en toute sécurité, et prendre les dispositions appropriées à cet égard.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Inde.

Je tiens à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Deborah Lyons, de son exposé détaillé. Je remercie également le Représentant permanent de l'Afghanistan de sa déclaration et M<sup>me</sup> Shaharзад Akbar de son exposé.

En tant que voisin de l'Afghanistan, la situation qui règne actuellement dans ce pays nous préoccupe vivement. La violence ne montre aucun signe d'essoufflement. Les rapports de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan indiquent clairement que le nombre des victimes civiles et des assassinats ciblés atteignent des niveaux record. Les minorités religieuses et ethniques, les étudiantes, les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, les oulémas, les femmes occupant des postes à responsabilité, les journalistes, les militants des droits civils et les jeunes ont été victimes d'attaques ciblées.

Comme nous l'avons vu récemment, même le complexe de l'ONU n'a pas été épargné. La résidence du Ministre afghan de la défense a été attaquée. Un journaliste indien a été assassiné alors qu'il était en reportage. Les combats se poursuivent dans le Helmand, à Hérat et ailleurs. Plus de 100 civils afghans ont été tués sans pitié à Spin Boldak.

La détérioration rapide des conditions de sécurité en Afghanistan constitue une menace sérieuse pour la paix et la stabilité régionales. Il est donc temps pour la communauté internationale, et le Conseil de sécurité en particulier, de faire le point sur la situation et de décider des actions qui contribueraient à l'instauration d'un cessez-le-feu permanent et global et à garantir une cessation immédiate de la violence. Faute de quoi, la paix et la sécurité régionales seront gravement menacées.

Je voudrais rappeler ici ce que le Ministre indien des affaires étrangères a déclaré au Conseil en juin (voir S/2021/601), à savoir qu'une paix durable en Afghanistan passe nécessairement par une paix double, à savoir la paix à l'intérieur des frontières de l'Afghanistan et la paix autour de l'Afghanistan. Cela suppose d'harmoniser les intérêts de tous, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. L'Inde a appuyé tous les efforts déployés pour accélérer le dialogue entre le Gouvernement afghan et les Taliban, y compris les négociations intra-afghanes.

Pour que le processus de paix soit couronné de succès, il faut s'assurer que les Taliban participent de bonne foi à des négociations, qu'ils renoncent à la violence, qu'ils rompent leurs liens avec Al-Qaïda et d'autres organisations terroristes, et qu'ils s'engagent pleinement à trouver une solution politique. La violence et la menace militaire ne peuvent être utilisées pour renforcer une position de négociation. Nous devons recevoir la preuve tangible de cet engagement.

L'Inde souhaite voir un Afghanistan indépendant, pacifique, souverain, démocratique, stable et prospère. Je voudrais réaffirmer notre appui à un processus de paix inclusif, dirigé, pris en main et contrôlé par les Afghans. Tout arrangement ou règlement politique en Afghanistan doit garantir que les avancées des deux dernières décennies sont préservées et non annulées. Ces gains ne sont pas négociables. Il doit donc préserver le cadre démocratique constitutionnel et garantir la protection des droits des femmes, des enfants et des minorités.

Tout régime dépourvu de légitimité en Afghanistan aura du mal à obtenir de la communauté internationale des donateurs l'aide humanitaire et l'aide au développement dont il a tant besoin. En tant que communauté internationale, nous ne pouvons pas nous permettre de revenir en arrière. L'avenir de l'Afghanistan ne peut être son passé.

Nous sommes favorables à ce que l'ONU joue un rôle de premier plan et nous appelons le Secrétaire général à prendre l'initiative en faveur d'une solution durable. Nous accueillons favorablement tout effort allant dans le sens d'un règlement politique véritable qui permettrait d'atteindre ces objectifs. La seule façon d'aller de l'avant est d'organiser des négociations permettant d'aboutir à un compromis acceptable et qui tiennent compte du processus de Doha, du processus de Moscou et du Processus d'Istanbul.

Pour que la paix s'instaure durablement en Afghanistan, les refuges et sanctuaires de terroristes dans la région doivent être démantelés immédiatement et leurs chaînes d'approvisionnement cassées. Il convient de veiller à ce que les voisins de l'Afghanistan et la région ne soient pas menacés par le terrorisme, le séparatisme ou l'extrémisme. Il faut opposer une tolérance zéro au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Il importe tout autant de veiller à ce que le territoire de l'Afghanistan ne soit pas utilisé par des groupes terroristes pour menacer ou attaquer un autre pays. Il faut demander des comptes à ceux qui fournissent un appui matériel et financier aux entités terroristes.

En tant que communauté internationale, nous devons veiller à ce que nos engagements envers l'Afghanistan, y compris envers ses différentes institutions, soient maintenus. Pour sa part, l'Inde continuera à se tenir aux côtés de l'Afghanistan pour faire en sorte que la paix et la stabilité soient rétablies par un processus démocratique légitime et transparent, ce qui est essentiel pour la stabilité à long terme du pays et de la région. Nous continuerons à apporter tout notre appui à l'Afghanistan pour lui permettre de réaliser son aspiration à un avenir pacifique, démocratique et prospère, exempt de terrorisme, dans lequel les droits et les intérêts de toutes les composantes de la société afghane sont protégés et défendus.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Il n'y a plus d'oratrices ni d'orateurs inscrits sur ma liste. Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

*La séance est levée à 11 h 50.*